

Compte rendu FSSSCT 4 décembre 2025

- La FNEC FP FO, dans sa déclaration liminaire, fait un constat alarmant : les personnels de l'éducation nationale sont de plus en plus malmenés, les moyens sont toujours en baisse et de manière générale les AESH sont déconsidérés.

➔ Lire la déclaration de la FNEC FP FO

- Dans son introduction, l'Inspecteur d'Académie a évoqué les « 4 grandes dimensions qui percutent l'école depuis 2015 » :

- 1) La sécurité
- 2) Notre capacité à démocratiser l'école en accueillant les élèves en situation de handicap, avec la tension liée au manque de places en ESMS qui est source de difficultés pour les personnels, avec des élèves et des parents qui n'ont pas le bon positionnement
- 3) Le climat global de défiance à l'égard de l'institution
- 4) La communication

Pour FO, ce qui percute l'école, ce sont **les contre-réformes qui attaquent les statuts et dégradent les conditions de travail des personnels.**

- Etude des fiches SST relevant de risques psychosociaux :

Le DASEN fait un constat : il y a **une émergence de situations inquiétantes** cette année et la quantité de fiches SST saisies est en forte augmentation depuis septembre, ce qui alerte l'administration. Selon le DASEN, les fiches SST permettent une première prise de parole pour ceux qui les remplissent. Cependant on note que les actes de violence sont en hausse ainsi qu'une augmentation des injonctions de parents intrusifs.

Le **SNUDI FO se demande quelles suites sont véritablement données ?** Nous regrettons qu'en FSSSCT, seul un constat statistique soit effectué et qu'aucune fiche ne soit présentée. Les fiches SST sont étudiées en amont lors d'un groupe de travail en absence du DASEN, premier responsable de la santé et de la sécurité de ses agents.

Statistiques présentées par l'administration :

187 fiches SST ont été envoyées depuis la rentrée 2025, il y en avait eu 467 pour l'année scolaire 2024/2025, ce qui laisse présager que l'année scolaire 2025/2026 battra un record.

Parmi les 85 fiches issues du 1^{er} degré, 15 fiches portent sur des faits de violences physiques d'élèves envers des agents.

Dans le 2d degré, 22 fiches signalent des cas violences verbales (13 d'élèves, 5 de familles, 2 d'autres adultes), 18 relèvent de violences physiques (15 de la part d'élèves et 3 sans identification de l'auteur)

Cette augmentation est-elle due à l'information sur ces fiches SST auprès du personnel, au mal être grandissant du personnel ou aux conditions de travail toujours plus difficiles ?

La plupart sont des fiches risques psychosociaux mettant essentiellement en cause l'inclusion, le manque de moyens, des enfants de plus en plus difficiles, de l'agressivité envers le personnel.

- Etude des fiches SST relevant des ambiances thermiques :

33 fiches portent sur les ambiances thermiques : une fiche signale des températures trop basses, 32 fiches portent sur des chaleurs excessives pendant les épisodes de canicule.

- Remise en cause des modalités de gestion des PIAL qui sont différentes d'un PIAL à l'autre, de nombreuses tensions sont signalées, réponse de l'IA :
 1. Mise en œuvre d'un outil : le comité de pilotage. C'est une instance pour piloter, régler les situations problématiques et les faire remonter au DASEN. Il est intégré par le coordinateur AESH référent et les partenaires. Ceci n'est pas mis en place partout.
 2. Protocole pour rappeler qui sont les acteurs, les ressources, une fiche pour décrire les faits, une grille d'observation pour pré-identifier la difficulté et orienter.
 3. Contacter une conseillère technique sur la santé mentale, Mme Bieth qui travaillera à la FSSSCT
 4. L'instance GPDS (Groupe de Prévention Du Décrochage Scolaire) peut aussi analyser les situations
 5. La SDS (service de défense et de sécurité)

Pour FO, le problème n'est pas dans les modalités de gestion mais dans l'existence même des PIAL, qui organisent la mutualisation des moyens insuffisants d'accompagnement des élèves. FO rappelle sa revendication d'abandon des PIAL et des PAS !

- L'administration annonce le recrutement d'un personnel « santé mentale » qui interviendra sur les situations collectives ou individuelles, pas uniquement pour les élèves même si c'est sa mission première.

Ce n'est pas le recrutement d'une seule personne qui va régler le problème de médecine de prévention, FO revendique le recrutement de médecins du travail, de médecins scolaires.

- Le temps de trajet des AESH en cas de changement de lieu d'exercice en cours de journée : dans le plan national, le temps de trajet est assimilé à du temps de travail. Dans le plan académique, il s'agit d'heures connexes. La FSSSCT demande à ce que ce temps de trajet soit inclus dans les heures de travail et non dans les heures connexes.

Par ailleurs, FO revendique un vrai statut des AESH et un salaire complet pour 24h de service.

- Les organisations syndicales ont proposé 3 avis qui ont été votés à l'unanimité (à lire en fin d'article)
- Un point sur les évaluations d'école, la mise en œuvre inégalitaire au niveau régional et national. Le DASEN s'engage à harmoniser les pratiques du département à celles de l'académie.

Pour FO, le problème n'est pas d'harmoniser les pratiques mais **l'abandon des évaluations d'écoles, qui ne figurent pas dans nos obligations statutaires.**

- Bilan positif (de l'IA !) sur le remplacement.

C'est sans compter sur les épidémies de grippe qui vont arriver, on le voit d'ailleurs dès le mois de décembre ! Et **l'administration se sert du prétexte de manque de remplaçants pour remettre en cause le droit à la formation syndicale pour certains collègues.**

- Equiperment des psychologues de l'éducation nationale (Mallettes WISC 5 et WPPSI IV) : selon l'administration, les psychologues ont presque tous été équipés par les communes.

Cependant, plusieurs psychologues n'ont toujours pas l'équipement indispensable à l'évaluation psychologique des élèves et par conséquent, ceci impacte fortement les orientations nécessaires.

- Expertise médicale des personnels en congé maladie : les représentants des personnels de la FSSSCT signalent que les agents en congé maladie doivent aller loin pour effectuer une expertise médicale afin de voir leur dossier examiné en conseil médical. Ces personnels sont déjà fragiles et les déplacements sont éprouvants. L'administration explique qu'il y a peu de médecins experts dans certaines spécialités et que les trajets sont dédommagés. Si les agents ont besoin de se déplacer avec un bon de transport dans le cadre d'une ALD, contacter l'assistante sociale.
- Ecoles à classe unique : FO a soulevé le problème des écoles à classe unique et a demandé où en est le protocole annoncé par l'administration l'an dernier. Pour rappel, des enseignants ont signalé des failles dans la prise en charge des élèves en cas d'urgence (accident de trajet vers une école ne bénéficiant pas d'accueil périscolaire, départ en urgence, d'incident avec un élève violent...). Ils souhaitent également une solution pour lutter contre l'isolement.

M Jaillet indique que le protocole sera proposé lors de l'Observatoire des dynamiques rurales qui aura lieu le 12 décembre 2025 avec le Préfet et l'association des maires ruraux.

FO considère que les réponses proposées par l'administration sont insuffisantes et proposera un stage syndical spécifique concernant les écoles à 1 et 2 classes afin de faire remonter toutes les problématiques rencontrées par les collègues, ce qui permettra de revenir vers l'administration à ce sujet.

LES AVIS DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Avis n° 1 : protection des agent·es en période de canicule

Les épisodes de chaleur intense se multiplient, entraînant des situations dangereuses pour les personnels. Plusieurs signalements RSST témoignent des difficultés rencontrées par les agents et de la dégradation des conditions de travail liée aux températures excessives.

En application du **décret n° 2025-482**, en vigueur depuis le 1er juillet 2025, la F3SCT47 rappelle que les employeurs doivent notamment adapter les horaires et les pauses, informer les personnels et assurer la protection des agents fragiles.

La F3SCT47 demande prioritairement :

1. **L'aménagement du temps scolaire** en période de chaleur élevée, avec des horaires adaptés pour limiter l'exposition des personnels.
2. La **coordination avec les services de la préfecture** afin d'ajuster les horaires de transports scolaires, garantissant la faisabilité et la sécurité des adaptations d'horaires.
3. **L'équipement des établissements en capteurs ou thermomètres** pour mesurer précisément les températures.
4. **L'élaboration d'un protocole chaleur** dans chaque établissement dès que 28°C sont atteints dans les locaux.
5. La **mise en œuvre des obligations prévues par le décret n° 2025-482** dans toutes les écoles, collèges et lycées.
6. Le **recensement et la protection des agents fragiles**.

La F3SCT47 demande la mise en œuvre rapide de ces mesures afin d'assurer des conditions de travail et d'accueil sécurisées lors des épisodes de forte chaleur pour l'été 2026.

- ➔ Fiche liaison IEN-Maire-Directeurs pour relever l'existant (climatisation, ventilateurs) et élaborer des modalités d'accueil en cas de plan canicule (espace de repli)
Objectif : être opérationnel pour l'été 2026.

Avis N°2 : Violences envers les personnels

La sécurité et le respect des personnels de l'éducation ne sont pas négociables : c'est un devoir de l'institution. Les signalements au registre SST montrent que les violences verbales, physiques et psychologiques, émanant à la fois des élèves et des familles, sont de plus en plus fréquentes ou signalées, témoignant de la souffrance des personnels. L'institution a l'obligation de garantir leur protection et d'assurer un soutien concret à tous les personnels concernés.

Les représentant.es du personnel, membres de la formation spécialisée, rappellent que la protection des personnels ne peut reposer uniquement sur leur seule vigilance.

Nous demandons que les violences envers les personnels soit un des axes de travail de la F3SCT47 par la mise en place :

- - d'un document clair pour gérer efficacement les situations de violences émanant des familles. Les personnels victimes de ces agressions doivent bénéficier d'un accompagnement concret : une réponse écrite au RSST constitue le minimum, et la hiérarchie doit systématiquement rappeler la loi aux parents concernés. En cas de difficultés persistantes, le Directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN) procédera à un signalement ou à un dépôt de plainte auprès du procureur de la République.
- la finalisation urgente du protocole concernant la gestion des comportements violents des élèves. + rappel à la loi

AVIS N°3 : Prévention des RPS et mobilisation de la médecine de prévention : déclinaison départementale

Les représentant.es du personnel s'inquiètent de la part croissante des signalements liés aux risques psychosociaux. Si répondre à chaque situation individuelle est indispensable, ils rappellent que la prévention, au-delà d'être une obligation réglementaire, constitue un enjeu majeur pour la santé et la sécurité de l'ensemble des agents. Renforcer l'accompagnement collectif, en agissant sur l'organisation et le fonctionnement des équipes, est essentiel pour prévenir les situations de souffrance et mieux protéger chaque agent.

Les représentant.es du personnel, membres de la F3SCT 47, demandent que soit déclinée au niveau départemental la mise en œuvre du programme annuel de prévention académique, en particulier en matière de prévention des risques professionnels, des risques psychosociaux et de la santé au travail. Les représentant.es soulignent enfin la nécessité de mobiliser pleinement la médecine de prévention en renforçant les équipes, leurs conditions d'exercice et les recrutements, afin de prévenir la désinsertion professionnelle et de promouvoir la santé mentale.